

## La "lutte contre le révisionnisme", alibi pour mener la politique du compromis avec la bourgeoisie

« Nous n'épargnerons aucun effort pour grouper toutes les couches de la population laborieuse sans excepter même certaines couches de la bourgeoisie, afin que soit mise en œuvre une politique française, une politique d'indépendance nationale et de paix, de démocratie et de progrès social » (Maurice Thorez, Discours de clôture à la dernière session du Comité Central, L'Humanité du 6 décembre).

Sans doute il n'y a rien de nouveau dans cette déclaration, mais souvent les dirigeants prennent le soin de camoufler leur véritable ligne politique. Ce n'est que dans certaines circonstances qu'ils s'aventurent à mettre les points sur les i. Cette fois-ci il faut en chercher la raison non seulement dans la ligne du « compromis à gauche » dictée par la position de certains représentants du Grand Capital sur la guerre d'Algérie, mais aussi dans l'offensive diplomatique du gouvernement de l'U.R.S.S. face aux projets de l'impérialisme américain d'installer des rampes de fusée et des dépôts d'armes nucléaires sur le territoire de l'Europe occidentale. Cette politique est la traduction sur le plan français du manifeste des 64 Partis Communistes à Moscou, aux ouvriers, aux paysans... et aux... industriels.

Ce compromis permanent avec la bourgeoisie, la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale et son remplacement par le Bureau d'Information et maintenant par les accords bilatéraux, les abandons que suppose, dans le domaine de la lutte des classes dans les grands pays capitalistes et les pays sous-développés, la politique de « co-existence pacifique », la théorie des « voies parlementaires » du socialisme ne sont que les différents aspects du révisionnisme stalinien.

Les staliniens français ont inauguré ce cours en 1935 au moment de l'accord diplomatique Laval-Staline. Avant, il n'était jamais question dans les textes du P.C.F. d'indépendance nationale, de défense de la patrie (bourgeoise). Précisément c'est contre une pratique analogue de la social-démocratie que s'était constituée la III<sup>e</sup> Internationale dont les grandes idées stratégiques sont plus que jamais nécessaires au mouvement ouvrier.

..

Thorez, en écho aux dirigeants de l'U.R.S.S., part en guerre contre le révisionnisme.

Nous ne voulons pas nier qu'il existe dans le P.C.F. un assez grand nombre d'adhérents qui ont filé ou qui sont en train de filer vers toutes les formes de révisionnisme et de néoréformisme. La responsabilité première en incombe au Bureau Politique qui a volontairement négligé l'éducation communiste des nouveaux militants de peur qu'ils ne réagissent très « mal » à la politique de Staline et de Thorez. Le Bureau Politique a même profité de la vague d'adhésions de l'après-guerre pour noyer les révolutionnaires parmi les éléments inéduqués, voire les éléments petits bourgeois patriotes, tout comme Staline s'est servi, en 1924, des recrues de la promotion Lénine pour isoler les bolcheviks.

Dans aucun passage du rapport de Ducloux, de l'intervention de Thorez, de la résolution du Comité Central, on n'apprend ce en quoi consiste ce révisionnisme contre lequel il faut lutter. Léo Figuères dans « L'Humanité », et un zélé anonyme dans l'avant-dernier numéro de « France-Nouvelle », faisant la leçon aux militants qui constituaient l'ancienne équipe rédactionnelle de « la Nouvelle Critique », sont tout aussi vagues. Il ne s'agit pas des conceptions de Pierre Hervé et d'Auguste Lecœur, mais paradoxalement de ceux qui ont entrepris de montrer que la politique de Thorez ne s'inspire pas des principes de la lutte des classes.

..

Thorez crie d'autant plus à l'opportunisme, au révisionnisme qu'il se lance avec le « compromis à gauche » plus avant dans une politique révi-

sionniste. Car il lui est indispensable de tout faire pour conserver l'appui des ouvriers du P.C.F., sans quoi il sait que son règne toucherait à sa fin et il ne pourrait rien faire auprès de la bourgeoisie. Il se drape, en paroles, dans le drapeau de la Révolution. Il joue sur la résonance des mots Front Populaire qui, pour lui est une alliance avec la bourgeoisie, tandis que pour les travailleurs cela signifie grèves généralisées, occupations d'usine.

Cette attitude de Thorez peut encore faire

illusion à maints membres du P.C.F. Malgré tout, nombreux sont ceux qui prennent conscience que la politique de leur parti ne consiste pas en autre chose qu'en l'organisation de multiples campagnes de pétitions sans perspective (la dernière en date, décidée au C.C., en direction du Palais de Chaillot et des élus, aussi inefficace que les précédentes). L'existence d'un programme d'action contre la bourgeoisie deviendra l'exigence des meilleurs militants. C'est sur eux que repose l'avenir du Communisme en France.

## Les conseils ouvriers au pouvoir

Dans leur déclaration de Moscou, les douze partis communistes des pays de l'Est ont voulu surtout faire le bilan de leur activité au pouvoir. La partie de leur document qu'ils consacrent aux problèmes de la dictature du prolétariat tranche avec les autres paragraphes: moins d'opportunisme béat, moins de révisionnisme caché sous des phrases creuses. On y voit réaffirmé l'importance du Parti, de l'internationalisme, etc. Rien à redire à tout cela si l'on n'exige pas une trop grande subtilité de pensée. A vrai dire, ce passage de la déclaration se fait remarquer plus par ce qu'il tait que par ce qu'il affirme.

Quarante ans après la victoire des soviets en Russie, un an après l'Octobre polonais, après la révolution des conseils en Hongrie, les dirigeants communistes les plus responsables n'ont rien à dire, dans une déclaration programmatique, sur le problème de la démocratie ouvrière. Leur silence signifie seulement leur refus de faire une étude exacte de ce qui s'est passé depuis douze ans dans toutes les démocraties populaires.

Il est évident pour tout observateur impartial que l'expérience historique de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale a montré l'immense possibilité de développement économique et politique qu'autorise la dictature du prolétariat. Mais l'ampleur même des succès remportés rend plus criantes les insuffisances et les erreurs commises. De ces fautes, il faut tenir compte, car elles sont riches d'enseignement.

Quelle constatation faire sur l'ensemble des économies planifiées? L'efficacité du système économique ainsi édifié et partout limité par une gabegie bureaucratique. Les économistes polonais et hongrois l'ont démontré largement. Leurs opinions ont été confirmées par Khrouchtchev lui-même: les mesures de décentralisation prises en Union soviétique condamnant explicitement la pratique passée des dirigeants de l'économie russe. Les mêmes tares se rencontrent dans le domaine de la politique agraire, dont la faillite est notoire dans tous les pays de l'Est. Partout, la même conclusion s'impose: l'ère des directions infaillibles, limitées à quelques sommités bureaucratiques, est définitivement close. L'efficacité impose partout que les masses travailleuses qui sont l'exécutant normal du plan en soient aussi les inspiratrices et les contrôleuses.

La Yougoslavie a tenté de résoudre ce problème en instituant son système de conseils de producteurs, que cherchent à copier les dirigeants polonais. La mesure est intéressante et digne d'étude mais trop partielle. Créer la démocratie dans l'entreprise, remettre aux travailleurs la gestion des usines: autant de choses indispensables. Mais, en régime révolutionnaire, les problèmes se posent à l'échelon national au niveau duquel se détermine l'orientation de l'ensemble de l'économie. La démocratie authentique doit fournir aux travailleurs la possibilité d'influencer la marche générale de l'économie.

Mais nous ne touchons là qu'une partie de la question. La réalité des démocraties populaires ne se borne malheureusement pas à des difficul-

tés économiques. C'est le fonctionnement même du régime que remettent en question les insurgés de Berlin, Poznan, Varsovie, Budapest, les oppositionnels ouvriers et étudiants de Tchécoslovaquie, d'Union Soviétique et de Chine. Assez de contraintes, de mouchardage et de conformisme. Que le peuple détermine lui-même le cadre, les limites et les formes de la démocratie. Qu'il fixe lui-même les grandes lignes de la politique intérieure et étrangère. Cela n'est possible que si surtout l'initiative est systématiquement rendue aux travailleurs: de la base au sommet, que les conseils ouvriers soient au pouvoir.

Tout le pouvoir aux soviets — exigeaient les bolcheviks. Les Conseils révolutionnaires au pouvoir, réclamaient les révolutionnaires de Budapest. Tout le pouvoir aux Conseils ouvriers, voulaient écrire les rédacteurs de Po Prostu.

Avaient-ils tort? Prouvez-le.

Le silence des dirigeants communistes est l'aveu d'une impuissance théorique qu'ils pensent pallier à coup de chaussettes à clous. Leur silence les condamne aux yeux des communistes du monde entier et cette condamnation, lorsqu'elle deviendra effective, fera voler en éclats les murailles étriquées des pense-petit de la bureaucratie.

Tout le pouvoir aux Conseils ouvriers!

C'est le mot d'ordre des trotskystes depuis trente ans. Nous voulons la révolution politique, c'est-à-dire le rétablissement d'une totale démocratie ouvrière. Notre 5<sup>e</sup> Congrès mondial a consacré beaucoup de ces discussions à ce problème. Notre mouvement est le seul qui ne limite ses revendications dans ce domaine d'aucune barrière, comme le font tous les mouvements de gauche si nombreux. C'est pourquoi nous ferons notre jonction avec l'avant-garde communiste.

Le document que chacun doit connaître

### Le rapport Krouchtchev

- Notre commentaire: Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.
- Le rapport Khrouchtchev.
- Le testament de Lénine.
- Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.
- Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro: 200 francs

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu